



Réunion ordinaire du Comité d'Etablissement AVRIL 2017

N°28

Point sur les investissements

Les investissements consentis en 2016 pour le cambrage du TCC sont désormais autorisés, à hauteur de 31 Millions d'euros et ce, sur 3 ans. Les améliorations apportées devraient permettre de diviser par 3 le nombre de serpentins et d'augmenter à terme la production de 100 kt/an.

Marche de l'usine

Pour le troisième mois consécutif, les objectifs environnementaux ne sont pas atteints. Un investissement de 200 keuros est prévu pour améliorer l'assainissement du HF3.

Les investissements sur les dépoussiérages Agglo pour réduire les rejets de poussières n'apportent pas les résultats espérés... (*53mg/Nm³ pour un objectif à 40*).

Bonne marche des installations. L'aciérie, l'Agglo et le TCC terminent au-dessus du programme, la cokerie et les HFx 2 & 4 ont souffert d'un manque de fiabilité alors que le HF3 bat son record de production mensuel.

Embauches

Toujours pas d'autorisation, ni de communication sur les besoins d'embauches en 2017. **Les entrées se font au compte goutte...** C'est assez difficile à comprendre car au niveau Europe, ArcelorMittal annonce des besoins d'embauches importants pour maintenir le niveau des performances et des compétences des usines Européennes, et sur les sites rien ne bouge ! Il semblerait que la communication au sein d'Arcelor soit différente selon l'interlocuteur....

Intéressement

Les bonnes performances de Dunkerque amènent l'acquisition de la quasi-totalité des points pour ce premier trimestre.

La performance des sites finishing n'étant pas au rendez-vous, **l'intéressement du 1^{er} trimestre est bien en dessous** de ce qu'il aurait pu être, conséquence du dernier accord que la direction a voulu négocier au niveau AMAL et non plus au niveau de chaque site.

C'est une des raisons pour laquelle la CGT a refusé de signer cet accord qui, *une nouvelle fois*, pénalise très fortement le pouvoir d'achat des salariés.

Pour la direction, les mauvais résultats des sites à froid sont les conséquences des grèves de décembre. Rappelons tout de même que tout au long de l'année 2016, le manque de fiabilité de nos outils a engendré des pertes importantes de production et **les salariés des différents départements ont énormément donné pour qu'à ce jour, nos installations puissent tourner à plein régime !**

Cet investissement du personnel a permis à la société de faire plus de bénéfiques en 2016 qu'en 2015, mais la direction n'a pas jugé utile de reconnaître le travail des salariés lors des NAO !

Ce sont nos patrons qui sont responsables des pertes de production de fin d'année et non les salariés! De plus, nos directions respectives déclarent régulièrement que nos systèmes de communication intersites sont obsolètes et génèrent beaucoup de retard client !

Alors, arrêtons de stigmatiser le personnel, qui en a assez de subir le mépris grandissant de ces patrons qui ne pensent qu'à engraisser les gros actionnaires.

Projet Scale up

Ce projet de grande envergure (*AMAL ; R et D ; BD NORD*) vise à améliorer la communication entre sites avec un seul système informatique commun. Il va regrouper et mutualiser les initiatives qui visent à améliorer la Supplychain. L'objectif est d'optimiser l'utilisation des outils en « RUN FULL » (*pleine charge*), en permettant de réduire les coûts de non qualité, de logistique et d'optimiser les commandes pour dégager de la capacité sur les outils goulots.

Ce projet vise également à améliorer la programmation, la gestion qualité, les transferts produits entre usine, la logistique et l'expédition. Le déploiement se fera jusqu'en 2020 et devrait permettre assez rapidement de réduire les retards.

Ce système permettra aussi de déterminer si un produit est plus rentable à fabriquer sur un site plutôt qu'un autre, ce qui risque d'engendrer des transferts de carnets.

Le gros des effectifs dédiés au projet est basé à Gand, une partie est à Dunkerque et une autre à Avilés (*Espagne*). Ces grands changements risquent d'engendrer à terme des changements d'organisations mais à l'heure actuelle, aucune estimation sur l'impact que pourrait avoir Scale up sur le personnel n'a été menée... Pour la CGT, Il est à craindre qu'au terme du projet, voire à moins longue échéance, l'automatisation de certaines tâches aboutisse à de nouvelles suppressions de postes...

En corollaire à ce projet, un engagement confidentialité doit être signé par tous les acteurs (informaticiens et utilisateurs SCALE UP notamment), qui sont déjà tenus par le secret professionnel. Nous nous interrogeons sur le bien fondé de cette démarche et n'ayant pas eu de réponse de la direction, nous reporterons la question au prochain CE.

Sécurité

TAKE CARE pour les uns, PAIE CHERE pour les autres !

C'est en résumé la solution trouvée par ARCELORMITTAL Flat Carbone Europe pour renforcer le management de la sécurité pour les entreprises intervenantes.

Pour faire respecter les règles, ArcelorMittal utilise « un outil de la sécurité » :

la sanction !

Plutôt que de mettre en place une véritable politique sécurité, plus efficace pour les entreprises intervenantes, et travailler ensemble pour améliorer la prévention, des pénalités pouvant atteindre 3500 € par salarié présent sur le chantier pourront être exigées en cas de manquement aux règles de sécurité ArcelorMittal (*les règles d'or*).

Ces pénalités financières serviront à la réalisation d'amélioration santé-sécurité ou à valoriser des actions remarquables pour la santé sécurité (*doit-on y voir un moyen de financer TAKE CARE ?*).

La CGT ne peut cautionner de telles pratiques. La sanction n'a jamais permis de supprimer les risques santé sécurité, ni d'améliorer la sécurité. Pour améliorer les résultats sécurité, la prévention, les protections collectives et la formation aux risques et aux postes de travail sont des solutions efficaces. Demander aux entreprises intervenantes d'être plus compétitives, plus efficaces, plus rapides, plus réactives, plus disponibles, avec du personnel bien formé et compétant, performant en sécurité et en intervention, mais surtout toujours moins chères ne permet pas d'améliorer la sécurité !

La preuve en est, les résultats sécurité des entreprises extérieures ne s'améliorent plus depuis plusieurs années et ont même tendance à se dégrader. Croire que les mettre constamment entre le marteau et l'enclume leur permettra de mieux travailler en sécurité ?

Permettez-nous d'en douter !!!

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

.....

Bulletin à renvoyer à :

